

DECLARATION DU BENIN

Thème : “Susciter un élan et des engagements en faveur de la nutrition : accélérer les efforts menés à l’horizon 2030 et au-delà”

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Le Bénin salue encore une fois l’organisation de cette 53^e session du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale, qui offre une occasion privilégiée de raviver l’élan collectif en faveur de la nutrition, pierre angulaire du développement humain durable.

Depuis l’adoption, en 2016, de la Décennie d’action des Nations Unies pour la nutrition, notre pays s’est pleinement engagé à transformer ses politiques et ses systèmes alimentaires afin d’assurer à tous une alimentation saine, nutritive, suffisante et durable.

Au cours de cette décennie, le Bénin a réalisé d’importants progrès notamment :

- la création du Conseil national de l’alimentation et de la nutrition, aujourd’hui transformé en Agence nationale de l’alimentation et de la nutrition, marquant ainsi une étape essentielle dans le renforcement de la gouvernance du secteur de la nutrition ;
- l’élaboration et la mise en œuvre de la Politique nationale de l’alimentation et de la nutrition pour garantir une approche multisectorielle et inclusive, fondée sur la participation de tous les acteurs, publics, privés et communautaires ;
- le Programme national d’alimentation scolaire intégrée, lancé en 2017, constitue une fierté nationale, avec la reconnaissance du Bénin par le Programme Alimentaire Mondial, ici même à Rome, comme « **Champions des cantines scolaires** ». En effet, chaque jour, près de 1,4 million d’élcoliers bénéficient d’un repas chaud dans environ 5 500 écoles primaires publiques, soit un taux de couverture de près de 80 %. Ce programme est à la fois une politique de nutrition, d’éducation et de protection sociale ;
- le Bénin a également organisé, le mois dernier, une Conférence Internationale sur la Nutrition, qui a réuni des experts du monde entier et a permis de mobiliser des ressources pour soutenir un programme de supplémentation des 2 000 premiers jours de vie.
- Enfin, le pays a élaboré une stratégie d’accélération de la transformation des systèmes alimentaires, intégrant deux axes majeurs spécifiquement dédiés à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

Ces efforts traduisent la volonté du Bénin de garantir à chaque citoyen le droit à une alimentation adéquate et de contribuer pleinement aux objectifs mondiaux de nutrition.

Madame la Présidente,

Le Bénin salue l’adoption, par le CSA, des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, qui constituent un instrument stratégique pour guider les pays vers des politiques cohérentes et intégrées. Cependant, leur application effective requiert une collaboration renforcée à tous les niveaux. C’est pourquoi le Bénin propose cinq axes majeurs pour favoriser leur application au niveau des pays :

1. l'intégration systématique des Directives volontaires dans les politiques nationales de nutrition, de sécurité alimentaire et de santé publique ;
2. l'intégration de ces directives dans les engagements nationaux pris par les pays dans le cadre des sommets “Nutrition for Growth” ;
3. le renforcement des partenariats entre les mécanismes mondiaux et régionaux, notamment les Sommets sur les systèmes alimentaires, ONU-Nutrition, et l'approche “Une seule santé”, pour relier les actions sur la santé, la nutrition et l'agriculture ;
4. le renforcement des capacités institutionnelles et locales pour assurer le suivi, la reddition de comptes et l'évaluation des progrès accomplis;
5. Et enfin, la mise en place d'un financement prévisible et durable pour soutenir les initiatives communautaires et les innovations nutritionnelles.

Les Directives volontaires, à elles seules, ne suffisent pas : elles doivent être intégrées, financées et mises en œuvre à travers des politiques nationales fortes et coordonnées.

Madame la Présidente

Le Bénin réaffirme sa pleine disponibilité à travailler avec l'ensemble des partenaires pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire de nos populations. Le pays croit fermement que la nutrition n'est pas seulement une question de santé, mais un investissement dans le capital humain, la productivité et la paix sociale.

Nous appelons le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale à :

- Accompagner les pays dans l'application concrète des Directives volontaires,
- Soutenir la coordination intersectorielle et le partage des expériences,
- Et faciliter la mobilisation des ressources nécessaires à la transformation durable des systèmes alimentaires.

Je vous remercie.